

## ***CLUB CONVAINCRE DU RHONE***

### **« La politique économique de Macron : fondements, objectifs, mise en œuvre »**

***Conférence de DOMINIQUE BOLLIET,  
Professeur de sciences économiques et sociales***

**15 janvier 2018**

---

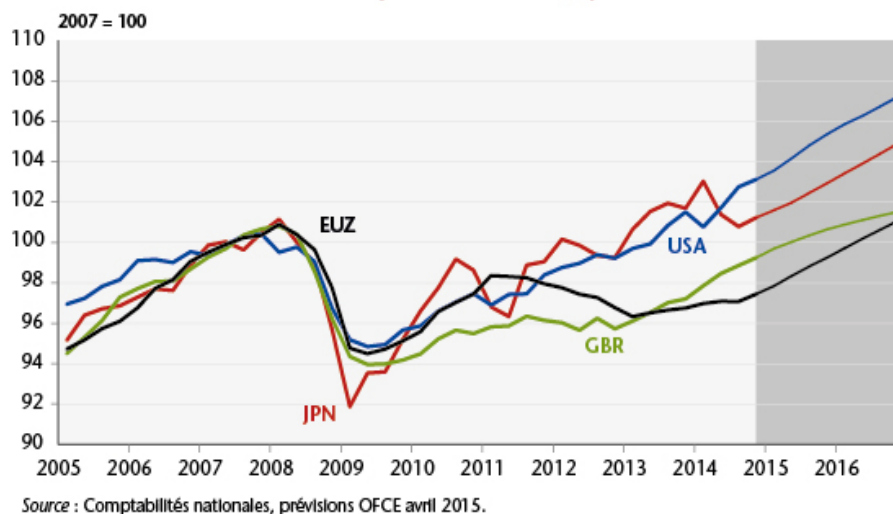
En fait la politique économique d'Emmanuel Macron comporte deux périodes : Macron 1 lorsque conseiller de François Hollande et ministre de l'économie à partir de 2012, il inspirait sa politique, puis Macron 2 après son élection à la présidence de la république.

***Pour comprendre il faut remonter à la crise de 2007.***

C'est la première récession mondiale depuis la deuxième guerre mondiale. C'est d'abord une crise bancaire issue de l'éclatement d'une bulle immobilière aux Etats-Unis, devenue une crise économique mondiale en raison de la financiarisation de la dette dans toutes les grandes banques mondiales.

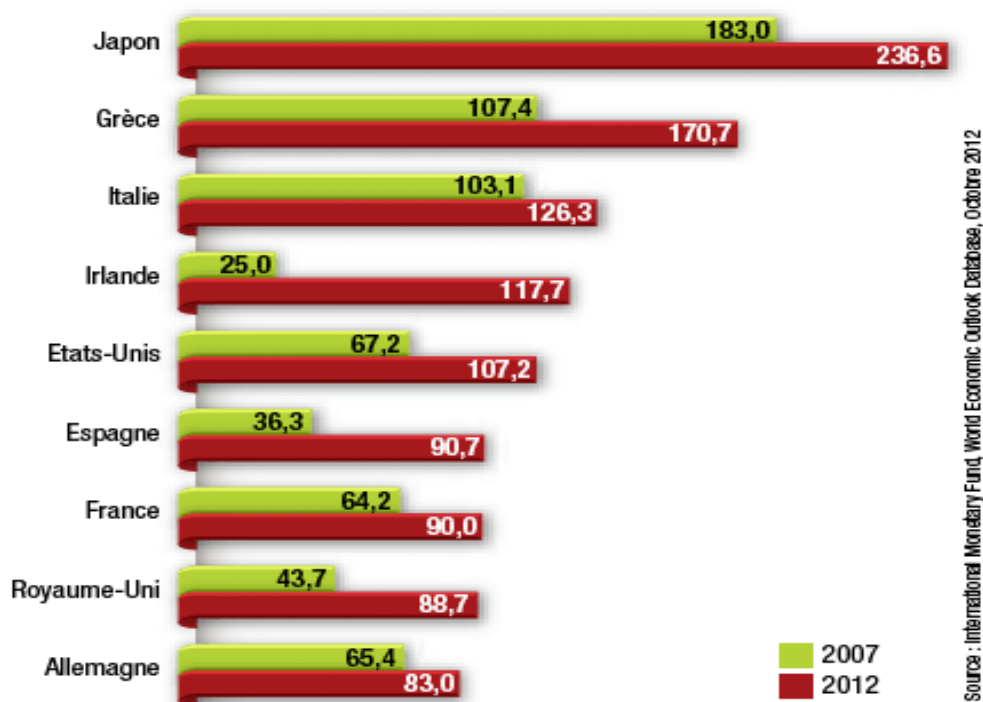
Aux USA on a assisté à une reprise très rapide car plutôt bien régulée grâce à l'action de Ben Bernanke à la tête de la FED.

**Graphique : PIB de la zone euro, des États-Unis,  
du Royaume-Uni et du Japon**



En Europe par contre, la reprise a été cassée entre 2011 et 2013 en raison de la lenteur du processus de prise de décision et des oppositions entre les pays, notamment de l'Allemagne et du statut de la BCE qui lui donne un objectif unique de lutte contre l'inflation et non de soutien à l'économie. L'Europe a fait trop peu, trop tard. En 2012 Draghi prend les mesures qui s'imposaient, mais avec 3 ans de retard sur Bernanke.

Le corollaire de ces politiques a été une augmentation considérable des déficits budgétaires (10% du PIB aux USA) et des dettes publiques.



#### *Cette crise révèle 4 enjeux*

- En matière macro-économique la réhabilitation de Keynes, y compris par certains néo-libéraux historiques.
- La nécessité de reprendre la maîtrise de la sphère financière.
- La nécessité de lutter contre les inégalités croissantes ce qui n'est pas sans lien avec le réchauffement climatique dont la responsabilité incombe au premier chef aux riches.
- La gouvernance de la zone euro

Il aura fallu en Europe 10 ans pour retrouver le niveau du PIB par tête de 2007, alors que la croissance plus forte aux USA leur a permis de mieux stabiliser leur dette publique. En Europe on assiste à une insuffisance de la demande ; l'équilibre se fait par un excédent du commerce extérieur de 400 milliards ce qui est considérable.

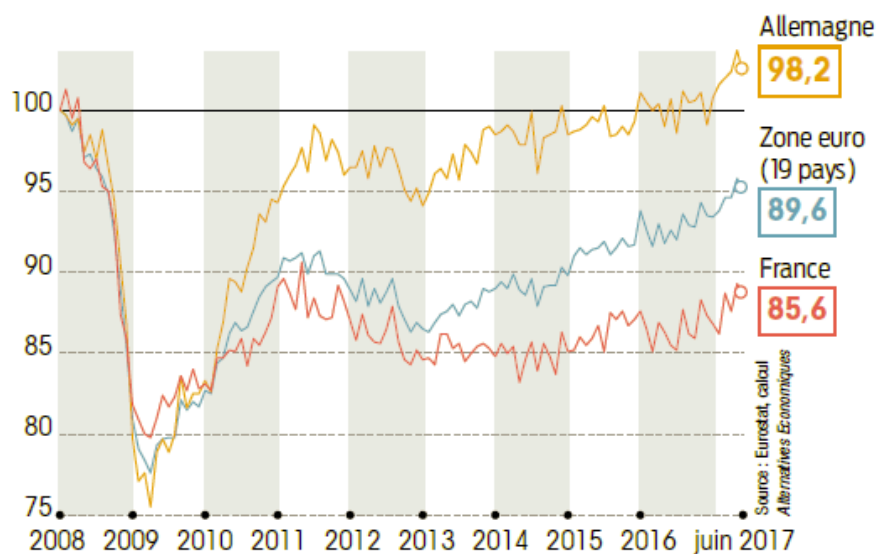
#### *La France occupe une place spécifique au sein de l'Europe*

La France connaît, elle, un déficit important de son commerce extérieur et donc un déficit de compétitivité ce qui explique la politique économique « Macron 1 » à partir de 4 objectifs structurels :

- La diminution du déficit budgétaire de 5 à 3 points de PIB, ajoutant de l'austérité à l'austérité.
- La reprise du contrôle de la sphère financière
- La recherche d'un niveau satisfaisant de compétitivité, voir le rapport Gallois dont est issu le CICE.

On a en effet assisté au creusement d'un écart de 17 points du coût du travail entre la France et l'Allemagne entre 1999 et 2011 sous des gouvernements de droite. Les entreprises allemandes ont pu tailler des croupières aux entreprises françaises, y compris dans les services et l'agro-alimentaire. La mise en place du CICE a permis de regagner 7 points.

### Compétitivité, que reste-t-il à faire ? *France stratégie 2016*

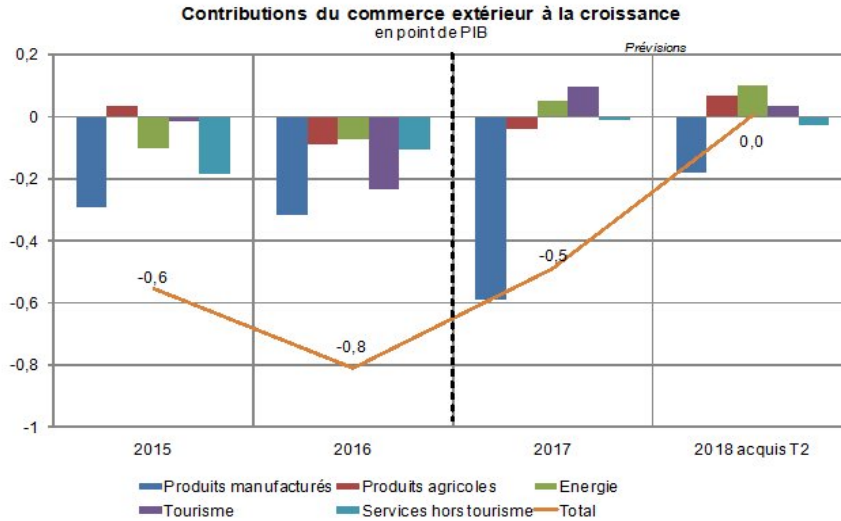


En matière de compétitivité hors prix la France a deux handicaps vis-à-vis de l'Allemagne :

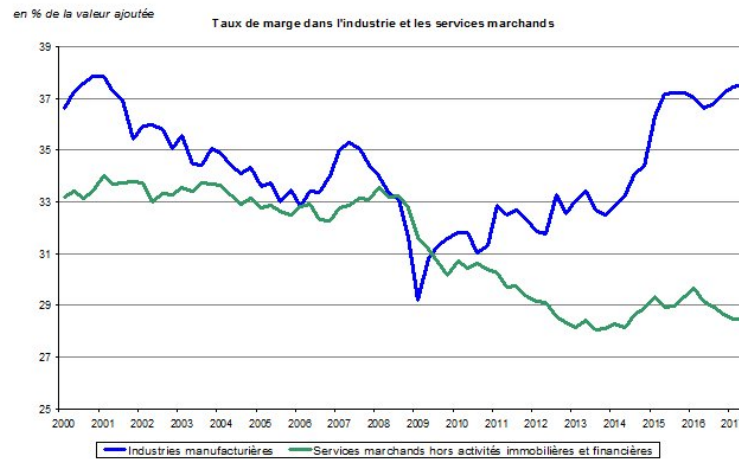
- un problème de qualification de la main d'œuvre
- un déficit de capacité managériale et organisationnelle

Retrouver un chemin de croissance vertueux est pour nous laborieux, mais :

- Même si le commerce extérieur est toujours déficitaire, il redevient récemment un facteur de croissance.



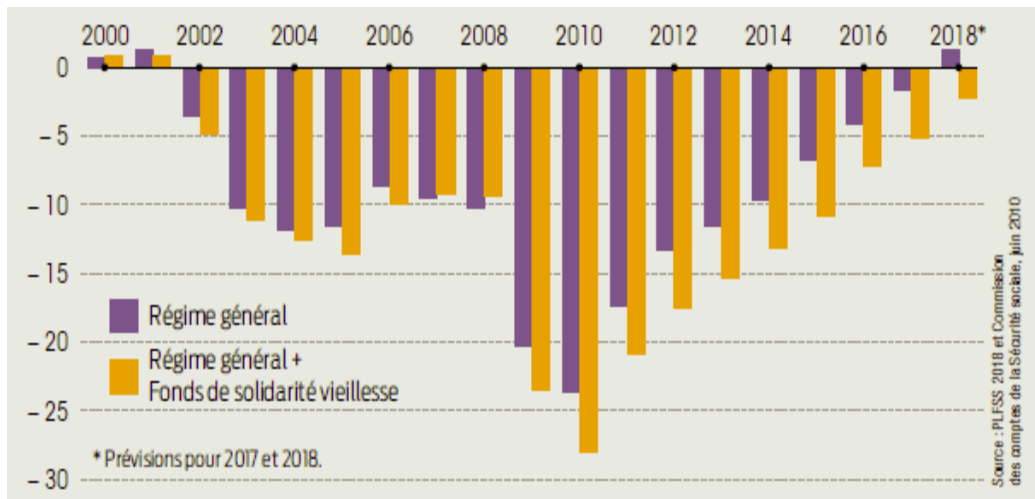
Le taux de marge des entreprises a retrouvé son niveau du début des années 2000 dans l'industrie, mais pas dans les services.



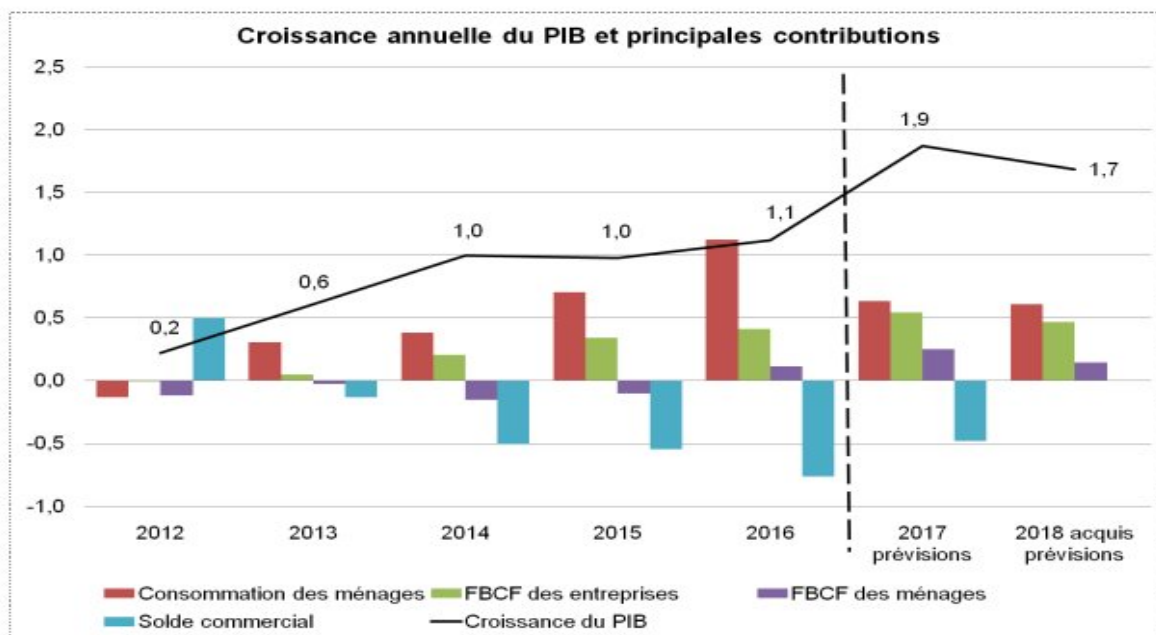
Le climat des affaires s'améliore de manière continue depuis 2013.



- En 2018 on retrouve l'équilibre du régime général de la sécurité sociale. Notre différence avec les autres pays européens provient essentiellement des dépenses sociales et tout particulièrement des retraites. L'équilibre devrait être atteint en 2018.



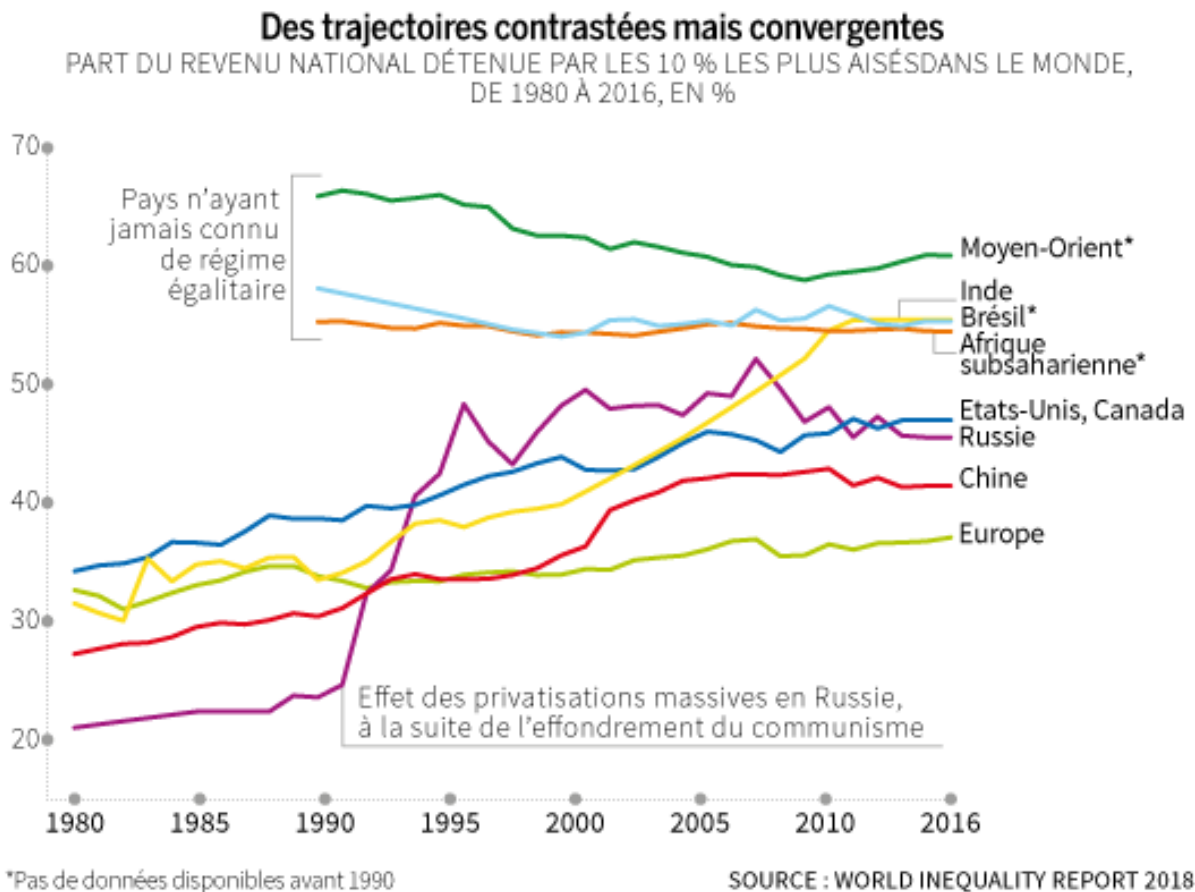
- Le nombre de bénéficiaires du RSA diminue depuis 2016.



**Toutes ces données sont dans la continuité de Macron 1, mais Macron 2 :**

- Prend un risque début 2018 en matière de consommation, compte tenu des mesures fiscales restrictives ; les français vont-ils puiser dans leur épargne ?

- Revient sur la taxation des revenus du capital au même niveau que les revenus du travail. Les expériences dans d'autres pays rendent sceptique sur l'efficacité de cette mesure pour booster l'investissement. L'argent n'a par ailleurs jamais été aussi abondant et peu cher. Les entreprises françaises n'ont pas de problème de financement : on fait comme si un placement était un investissement.
- Supprime l'ISF, ce qui arrive à contretemps au moment où il faut au contraire lutter contre la concurrence fiscale entre pays de l'UE ; par ailleurs l'accroissement des inégalités de patrimoine est un facteur de fragilisation politique du corps social. On constate que ce sont les pays les plus égalitaires qui connaissent la plus importante mobilité sociale et professionnelle.



***En conclusion 80 % de la politique actuelle est dans la continuité de celle de la mandature Hollande et vont dans le bon sens. Les 20 % restant ne paraissent pas vraiment positifs.***

## **Débat**

- *Comment expliquer la moindre rentabilité des services par rapport à l'industrie ?* D'abord la frontière entre industrie et services devient de plus en plus floue ; ensuite Amazon, la vente en ligne et l'ubérisation constituent un facteur d'exacerbation majeur de la concurrence qui casse les marges sans que ces structures deviennent toujours elles-mêmes rentables (Uber, un tiers de déficit par rapport au CA).
- *Y-a-t-il une politique industrielle Macron ?* Il y a quelques éléments, mais on ne voit pas encore de doctrine. On peut d'ailleurs se demander, au moins au niveau national si le terme de politique industrielle a encore un sens. La BPI joue un vrai rôle très positif, mais c'est du financement, pas de la politique industrielle. Par ailleurs dans le domaine du logement, donc du BTP, on a cassé une réelle dynamique.
- *N'assiste-t-on pas à une certaine recentralisation avec par exemple la suppression de la taxe d'habitation ?* Oui, c'est très étonnant et très dangereux car ça casse le lien entre la collectivité et les citoyens, même si il fallait sans doute réformer les bases et que cela n'a pas été fait car c'est un casse-tête politique.
- *La comparaison avec l'Allemagne.* Il faut aussi tenir compte de la qualité du dialogue social et de la codétermination, sujet sur lesquels la CFDT fait des propositions dont on n'a pas l'impression qu'elles soulèvent l'enthousiasme du côté du gouvernement. Il faut aussi tenir compte de la composition du capital, plus familial, et de la taille des entreprises, 2 fois plus d'ETI en Allemagne qu'en France.

## **Convaincre a reçu des commentaires qui prolongent le débat**

Présentation claire et étayée de graphes. Je partage bien des points de son analyse et on peut ne pas être d'accord sur tout. Difficile de porter déjà un jugement sur les effets de la politique Macron2; ça ne peut être qu'une appréciation personnelle et politique pas une analyse!

On ne voit pas explicitement les points qui cassent la dynamique économique, notamment sur la consommation: est-ce les 1,7 pts de CSG (Contribution Sociale généralisée)? La taxe forfaitaire sur les revenus du capital ? Le dégrèvement de la Taxe d'Habitation? La loi de finances pour 2018 a pour but de rendre du pouvoir d'achat (il faut attendre les effets pour commenter le résultat)

A mon avis, la taxation au barème des revenus du capital aurait pu être une bonne chose si lors de son institution on avait appliqué le même taux de CSG aux revenus salariaux (8%) et à ceux du capital (15,5%); l'équité a été rompue. La taxation forfaitaire y remédie partiellement tout au moins.

Quant à la Taxe d'Habitation, c'est un impôt particulièrement inégalitaire dont la base elle-même ne reflète pas la capacité contributive des occupants des logements mais de la

valeur locative (valeur 1970!). Pour qu'il y ait un lien entre l'impôt, le contribuable et la collectivité, il paraît nécessaire que la répartition de la charge dudit impôt soit en relation avec le service et/ou les prestations rendus et la capacité contributive du contribuable, cela s'appelle l'équité. En la matière ce n'est pas le cas. Le dégrèvement Macron n'est que le constat de cette injustice et la poursuite de ce qui se pratique depuis fort longtemps puisque 30% des contribuables bénéficient déjà de cet allègement sans qu'on ait constaté un manque de lien entre le contribuable et la collectivité.

Quant à l'ISF, impôt mal fichu qui n'a nullement modifié les inégalités, ça se saurait. Ce sont les quelques remarques que je me permets de faire en toute amitié

**Soutenez le Club Convaincre en envoyant un chèque d'adhésion de 30 € à l'adresse du Club  
Maison des associations 27 rue Denfert Rochereau 69004 LYON (bulletin ci-joint)**

**pour tout contact : [club.convaincre@gmail.com](mailto:club.convaincre@gmail.com)**

notre site <http://www.convaincre-rhone.fr/>